Les symptômes morbides du capitalisme : guerre, IA et crise de l'Occident | Pr Radhika Desai

La classe capitaliste libérale est en panique — et à juste titre. Son règne de terreur touche enfin à sa fin. Non seulement en raison de l'émergence du Sud global autrefois colonisé, mais aussi parce que les capitalistes ont tellement vidé leurs propres États-nations de leur substance que l'effondrement est presque inévitable. La professeure Radhika Desai rejoint Pascal pour examiner les élections, la puissance impériale et l'aggravation de la crise du capitalisme néolibéral. Ils discutent du Brésil, de la politique israélienne, du débat sur le lobby pro-israélien et des rapports entre intérêts de classe et stratégie nationale. Selon Desai, la financiarisation, les inégalités, la répression et les investissements spéculatifs dans l'IA révèlent un déclin systémique. La conversation porte également sur les manifestations de jeunes, le réarmement européen, le compromis social d'après-guerre et le modèle de développement contrasté de la Chine, en s'interrogeant sur la manière dont les économies pourraient privilégier le bien-être des gens ordinaires et une prospérité durable plutôt que le profit privé. Liens de Radhika : YouTube — Radhika Desai, économiste géopolitique : https://www.youtube.com/@RadDesai Substack : https://radicaldesai.substack.com Patreon : https://www.patreon.com/RadhikaDesai Liens de Neutrality Studies : Substack de Neutrality Studies : https://pascallottaz.substack.com Soutenir Neutrality Studies : https://neutralitystudies.com/donate Boutique de Neutrality Studies : https://neutralitystudies.com/shop Repères temporels 00:00 L'élection au Brésil et la gauche latino-américaine 06:38 Les élections israéliennes et les guerres de Netanyahou 10:04 Le lobby pro-israélien et les intérêts impériaux américains 14:33 Classe, nation et économie géopolitique 21:03 Comment le néolibéralisme a démantelé le compromis d'après-guerre 26:17 La financiarisation et la bulle de l'IA 30:42 Manifestations de jeunes, répression et réarmement européen 37:47 La crise du capi

#Pascal

Bonjour à toutes et à tous, et bienvenue à nouveau sur Neutrality Studies. Aujourd'hui, nous faisons le point avec la formidable Radhika Desai, qui dirige et anime sa propre chaîne, Radhika Desai Geopolitical Economist, et qui est professeure à l'Université du Manitoba, au Canada. Radhika, ravis de vous retrouver.

#Radhika Desai

Très heureux de vous retrouver, Pascal, après notre magnifique conférence. Donc, oui.

#Pascal

C'était un vrai plaisir de vous recevoir ici. Pour celles et ceux qui ne l'auraient pas vue, Radhika était au Japon il y a moins de deux semaines, et elle a fait une très belle présentation de son approche des relations internationales, son approche marxiste. Nous en parlerons dans la deuxième partie de notre entretien, mais je voudrais commencer par l'actualité de ces derniers jours. Il y a beaucoup d' élections en ce moment. Lula da Silva a remporté la victoire au Brésil. À l'heure où nous parlons, les Israéliens se rendent aux urnes, et il y a aussi eu des élections en Bulgarie. Commençons par le Brésil. Qu'avez-vous pensé de la victoire, finalement surprise, de Lula da Silva ?

#Radhika Desai

Eh bien, en fait, j'ai été moins surpris que beaucoup d'autres. Le dimanche précédant le second tour des élections, l'International Manifesto Group, dont je suis le coordinateur, a organisé l'un de ses webinaires habituels, qui ont lieu toutes les deux semaines. C'était entre le premier et le second tour, alors, bien sûr, nous avons analysé ce qui s'était passé, vous voyez, ce qui avait conduit au résultat du premier tour. Il y avait deux choses dont j'avais bien conscience. La première, c'était que le camp Lula avait compris qu'il s'était un peu, disons, reposé sur ses lauriers.

Au premier tour, ils s'étaient un peu reposés sur leurs lauriers. Mais pendant les trois semaines entre les deux tours, ils ont mis le paquet pour mobiliser leurs électeurs. Et je me disais que, s'ils faisaient ça, Lula aurait de grandes chances de créer la surprise en l'emportant. Je dis « créer la surprise » parce que, bien sûr, la presse de l'establishment ne porte pas vraiment Lula dans son cœur. Comme vous le savez, le réal brésilien est tombé à son plus bas niveau depuis mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit à la suite de la victoire de Lula. Donc, on sait qu'ils ne le portent pas dans leur cœur. Et ils soulignaient avec jubilation qu'aucun candidat arrivé derrière au premier tour ne l'avait jamais emporté au second.

Et j'ai dit : cette fois, ça pourrait être différent, notamment parce que la victoire s'est jouée à très peu de chose. L'écart était inférieur à deux pour cent. Donc, la première chose que je savais, c'était qu'un effort était en cours. Et je sais que le camp de Lula a une capacité de mobilisation sur le terrain, et qu'il était en train de la mettre à profit. Mais l'autre chose que je savais aussi… Regardez : Lula a été élu pour la première fois en deux mille trois, je crois. Il a fait deux mandats. Puis Dilma Rousseff a fait deux mandats. Et ensuite, Jair Bolsonaro a eu son unique mandat. Et, au fond, sur toute cette période, la droite n'a exercé le pouvoir que pendant un seul mandat. Ce que je veux dire, c'est que la pression de la situation joue en faveur de la gauche.

Et donc, je disais déjà, vous savez, avant que tout cela ne devienne nécessaire, que même si Bolsonaro gagnait — ce qui me paraissait peu probable avant le premier tour —, son gouvernement serait très instable. Et même avant le premier tour, certains prévoyaient que Bolsonaro aurait du mal à tenir certaines de ses promesses, notamment celle de réduire le déficit, parce qu'on ne peut pas simplement ramener les dépenses sociales à zéro. La population brésilienne a fini par compter sur

ces aides. Donc, dans l'ensemble, je dirais que la dynamique est en faveur de la gauche. Bien sûr, ça ne veut pas dire que la gauche ne peut pas tout faire dérailler.

C'est possible. Espérons que non. Alors, voyons ce qui se passe. Évidemment, il y aura beaucoup de pression de la part des forces de l'establishment, des grandes entreprises et des forces capitalistes, comme c'est déjà le cas sur le real en ce moment. Tout le monde dit que, vous savez, l'euphorie autour de la victoire de Lula va se dissiper dès qu'il se confrontera à la réalité budgétaire. Bien sûr, tous ces éléments sont importants. Mais je pense que la victoire de Lula a renforcé la gauche en Amérique latine, après environ six autres élections perdues par la gauche à travers la région. Et je pense que cela va donner un sacré élan à la gauche. La vague rose, qui a connu des avancées et des reculs, va de nouveau déferler.

#Pascal

Parce qu'en Amérique du Sud, dans l'ensemble, on a bien sûr assisté à un virage à droite ces deux dernières années, notamment avec des personnalités comme Milei en Argentine, mais aussi dans d' autres pays. La grande question, c'est donc : est-ce que cette tendance va se poursuivre ? Et le fait est que la droite sud-américaine est aussi très pro-américaine. Elle est même très néolibérale et très favorable à l'intégration dans le projet hégémonique des États-Unis. D'un autre côté, d'autres personnes, dont Alexander Mercouris, ont fait remarquer que Lula da Silva lui-même n'est pas vraiment mal vu par certaines forces, disons, hégémoniques ou impérialistes, notamment en Europe. Je veux dire, von der Leyen s'est empressée de le féliciter, et les impérialistes européens l'apprécient plutôt, ou du moins, ne lui sont pas hostiles. Qu'est-ce que vous en pensez ?

#Radhika Desai

Eh bien, je pense que, oui, on peut dire ça de Lula. Enfin, rappelez-vous que le Congrès brésilien est resté assez nettement orienté à droite. Donc, vous voyez, les classes capitalistes du monde des affaires ont pu obtenir une bonne partie de ce qu'elles voulaient. Mais je pense que maintenant, malgré l'enthousiasme de madame von der Leyen, Lula va gouverner avec beaucoup plus de conviction. D'ailleurs, j'aurais dû ajouter une autre chose. La Cour suprême du Brésil a en fait joué un rôle tout à fait honorable dans cette affaire. Vous savez, elle a autorisé la prolongation des horaires de vote parce que les bus ne circulaient pas, et ainsi de suite.

Donc, cette prolongation des horaires de vote a été autorisée. Et ils n'ont pas permis à Flavio Bolsonaro, du moins jusqu'ici, de parvenir à ses fins, c'est-à-dire, en gros, de remettre en cause la victoire de Lula. Donc, dans ce sens-là, je pense que c'est positif. Et je dois aussi dire que, vous savez, depuis l'adoption de la Constitution démocratique de mille neuf cent quatre-vingt-huit, le Brésil a globalement voté à gauche. Et je pense que c'est très important. Je veux dire, vous savez, il y a eu Fernando Henrique Cardoso, qui n'était pas vraiment un Lula, mais qui a quand même fait campagne à gauche. Il s'est présenté comme un candidat de centre gauche.

#Pascal

Salut, juste un petit mot très rapide. Le meilleur moyen de soutenir cette chaîne, c'est de vous abonner gratuitement à ma newsletter sur Substack. Vous pouvez aussi me soutenir en y prenant un abonnement payant, ou acheter certains de nos nouveaux produits dérivés sur neutralitystudies. com. Les liens sont juste en dessous. À très vite là-bas. Merci pour ça. Maintenant, juste un instant : au moment où nous parlons, les élections se déroulent en Israël. Et si ça ne m'enthousiasme pas du tout, c'est parce qu'en gros, le choix, c'est entre le génocide et encore plus de génocide. De tous les côtés, on entend une rhétorique génocidaire. Et ces différents partis israéliens, à l'exception, bien sûr, des partis arabes ou favorables aux Arabes, se sont affrontés sur la question suivante : au fond, jusqu'où veut-on aller dans la violence ?

Benjamin Netanyahu vient de publier un tweet. Je vais vous le lire, parce que je le trouve assez révélateur. Il dit : « C'est un appel d'urgence. L'avenir de l'État juif est en jeu. Allez voter dès maintenant. La participation électorale dans le secteur arabe est plus élevée que d'habitude, alors qu' elle est faible chez les électeurs de droite. » Et juste en dessous, il publie une photo de personnes qui font la queue devant un bureau de vote, où l'on voit beaucoup de femmes voilées, beaucoup de femmes musulmanes. J'ai trouvé cela assez révélateur, aussi, du regard que Netanyahu et les autres portent manifestement sur leurs propres citoyens. Répétons-le : ce sont leurs propres citoyens, les quelque vingt-cinq pour cent de citoyens non juifs de l'État sioniste. À quoi vous attendez-vous ? Qu' est-ce que vous en pensez ?

#Radhika Desai

Je pense que l'élection israélienne se joue sur le fil, donc je ne sais pas de quel côté ça va basculer. Je suis tout à fait d'accord avec vous : c'est un génocide contre un autre, sous deux formes différentes. Donc, là-dessus, je n'ai vraiment rien à dire sur l'issue de cette élection. La seule chose que je dirai, c'est que si Netanyahou perd, il sera dans de très, très sales draps. C'est pour ça qu'il fait tout ce qui est en son pouvoir, parce qu'il y a toutes ces accusations de corruption contre lui. Il y aura toute l'enquête sur ce qui s'est réellement passé le sept octobre, vous savez, sur les défaillances de son gouvernement, et ainsi de suite. Et comme vous le savez, il tentera tout. Je devrais peut-être dire deux choses.

Premièrement, en plus des images dont vous parlez, il a aussi publié une image d'un champignon atomique au-dessus de Jérusalem, en affirmant que si les gens ne votaient pas pour lui, voilà ce qui se passerait : les Iraniens lanceraient une attaque nucléaire contre Israël, et ce serait la fin, etc., etc. Ça, c'est la première chose. La deuxième chose que je veux dire, c'est que, vous savez, il fut un temps où il existait en Israël une gauche qui militait avec un certain courage pour les droits des Palestiniens, et ainsi de suite. Mais c'est vraiment triste à dire, cette gauche semble aujourd'hui avoir complètement disparu du paysage. Et de plus en plus, l'immense majorité de la société israélienne semble être favorable à cette guerre.

Et quand on critique Netanyahou, c'est uniquement pour lui dire : « Pourquoi ne terminez-vous pas le travail ? Enfin, qu'est-ce que vous attendez ? Vous devriez y aller et, en gros, détruire l'Iran, détruire Gaza, détruire tout ce que vous voulez. » Et, vous savez, il y a un vieux dicton : « Ceux que les dieux veulent perdre, ils commencent par les rendre fous. » Et je pense que c'est ce genre de folie qui s'est abattu sur Israël. Ils n'ont absolument aucune chance de l'emporter face à l'Iran. Mais c'est dans cette guerre que Netanyahou s'est engagé. Et il semble s'être enfermé dans une impasse, celle de l'extrémisme. En fait, c'est tout Israël qui semble s'être enfermé dans cette impasse extrémiste, dont il ne pourra sortir que considérablement affaibli. C'est tout ce que je peux dire.

#Pascal

Avant notre entretien, j'ai écouté un podcast sur la chaîne de John Mearsheimer, dans lequel lui et son coauteur Stephen Walt, ainsi que les deux auteurs du nouveau livre Israel's Lobby — dont j'ai oublié les noms — analysaient un peu l'histoire et le pouvoir du lobby pro-israélien, et son évolution au cours des vingt dernières années. L'un des points qu'ils soulevaient, c'est que le soutien inconditionnel dont bénéficie Israël de la part de l'appareil d'État américain, grâce à ce lobby aux États-Unis, a en fait sapé toutes les forces modérées en Israël, qui ont pour ainsi dire été balayées. Tout le processus politique de ces vingt-cinq dernières années a évolué de façon à donner le pouvoir aux fous et a, de fait, contribué à la radicalisation de la société. Est-ce une dynamique que vous percevez, vous aussi, de cette manière ? Et diriez-vous que la gauche modérée en est l'une des victimes ?

#Radhika Desai

Vous savez, malgré tout le respect que j'ai pour le professeur Mearsheimer, et j'apprécie particulièrement son travail sur l'Ukraine, où il ne cesse de rappeler que la crise ukrainienne est la faute de l'Occident, je ne suis pas sûr d'être d'accord avec lui sur le lobby pro-israélien. Je pense que, malheureusement pour lui, tout le paradigme réaliste l'oblige pratiquement à formuler l' hypothèse du lobby pro-israélien parce que, vous savez, les États-Unis n'agissent manifestement pas dans leur propre intérêt national, n'est-ce pas ? Ils agissent dans l'intérêt des entreprises américaines. Donc, ils n'agissent pas dans leur intérêt national. Et comment expliquer ça ? Eh bien, on sort de son chapeau ce lapin qu'est le lobby pro-israélien. Cela dit, je ne veux pas dire par là que les États-Unis et Israël n'entretiennent pas des liens très, très étroits. C'est bien le cas.

Mais je pense que les États-Unis poursuivent leur propre projet impérial, qui s'enracine dans les intérêts de ces mêmes classes capitalistes dont je parlais tout à l'heure, vous voyez. Et la poursuite de ce projet n'est pas nécessairement dans l'intérêt national des États-Unis, si l'on entend par là quelque chose qui ressemble, même de loin, aux intérêts de la plupart des Américains. Le professeur Mearsheimer se heurte donc à un problème théorique, qu'il a résolu en mettant en avant la question du lobby pro-israélien. Mais je pense que le paradigme de l'impérialisme — et par là, je n'entends pas un fait accompli, mais la tentative d'exercer un pouvoir sur le reste du monde — a toujours fait intervenir la colonie de peuplement qu'est Israël. L'impérialisme agit souvent par acteurs interposés.

Israël est le relais des États-Unis dans la région. C'est une sorte de porte-avions insubmersible, vous voyez. Mais cela ne veut pas dire que ce relais ne peut pas, à l'occasion, agir de sa propre initiative.

L'allié qui agit par procuration peut parfois prendre lui-même l'initiative. Vous savez, comme dans ce célèbre poème : « Le faucon n'entend plus le fauconnier. » Il peut donc faire ce qu'il veut. Ce que je veux simplement dire, c'est qu'il peut y avoir des moments où les deux partenaires, à savoir les États-Unis et Israël, agissent avec une certaine autonomie l'un par rapport à l'autre. Ils ne sont pas toujours parfaitement alignés. Et enfin, je dirais qu'en fait, je pense que ces dernières semaines, à l' approche de cette élection, Netanyahou a réclamé à cor et à cri de nouvelles frappes contre l'Iran. Nous le savons tous. Il a fait pression sur l'administration américaine, mais il n'a pas obtenu ce qu'il voulait. Israël vote aujourd'hui, et il n'y a pas eu de frappes contre l'Iran à l'approche de l'élection.

Et là, on est clairement dans une situation où les intérêts de Netanyahou et ceux de Trump sont diamétralement opposés. Netanyahou voulait des frappes, mais Trump n'en voulait pas, du moins pas avant les élections, parce qu'il sait à quel point cette guerre est impopulaire. Aux États-Unis, tout le monde fait le lien entre la guerre et le prix élevé du pétrole, et plus généralement la forte inflation, et ainsi de suite. C'est d'ailleurs pour ça que Trump se donne tant de mal pour attribuer la hausse des prix du pétrole à la guerre en Ukraine, et non à la guerre en Iran.

Il est même allé jusqu'à prétendre, vous savez, qu'il contrôlait le pétrole iranien et que l'Iran était un État en déliquescence, et blablabla, et ainsi de suite. Mais bien sûr, tout le monde sait que les prix élevés du pétrole sont la conséquence directe de sa guerre désastreuse contre l'Iran. Alors, pour revenir à la question principale, celle des élections israéliennes, je crains de ne pas avoir grand espoir de voir quoi que ce soit changer en Israël concernant les guerres qu'il mène — toutes les guerres qu'il mène contre le Liban, contre Gaza, contre l'Iran, et cetera, et aussi, j'en suis sûr, en coopérant avec l'Arabie saoudite contre Ansarallah au Yémen.

#Pascal

Et je pense que ce point mérite qu'on s'y attarde un peu : ce que vous disiez au début, vous savez, cette idée que si l'on part du réalisme en relations internationales, on est au fond condamné à essayer d'expliquer pourquoi les États s'écartent de ses principes fondamentaux. Alors que si l'on part, comme vous le faites en tant que marxiste, des classes sociales et d'une analyse du système capitaliste, alors, tout à coup, on comprend pourquoi la classe capitaliste de l'empire, dont Netanyahou, Trump et les élites européennes font tous partie, coopère à tous les niveaux. Et la question n'est pas de savoir si c'est le chien qui remue la queue ou la queue qui remue le chien. Non, c'est plutôt une main qui lave l'autre.

Et le projet impérialiste se déploie alors sous nos yeux. Le génocide en fait partie intégrante, parce qu'il s'inscrit dans la dynamique expansionniste de l'empire tout entier. Peu importe que cet empire soit divisé en plusieurs nations. C'est même en partie ce qui fait son attrait. Quand on voit les choses sous cet angle, où situez-vous les véritables lignes de fracture ? Parce que, comme on le sait en

sciences politiques, il y a toujours des clivages, même au sein d'un système comme le capitalisme. Là, on retrouve bien sûr le clivage, ou le conflit, entre la classe dominante, ou la classe capitaliste, et la classe ouvrière. Et cette lutte finit par éclater à un moment ou à un autre. Selon vous, comment se manifeste-t-elle dans cette forme d'impérialisme à laquelle nous assistons ?

#Radhika Desai

C'est une question très profonde. Alors, permettez-moi de prendre un peu de recul. Tout d'abord, je tiens à dire que, vous savez, les gens pensent très souvent que l'approche que je propose, l' économie géopolitique, se concentre uniquement sur les États et néglige les classes sociales. Mais bien sûr, depuis le début, mon propos consiste à dire que non, ce sont les marxistes qui ont eu tendance à négliger les nations. Je veux donc réunir la classe et la nation dans un même cadre d' analyse. C'est précisément ce que je cherche à faire. C'est pour cela que je parle d'économie géopolitique : l'économie politique s'intéresse aux classes sociales, mais j'y intègre ces dimensions internationales. Voilà pour le premier point. Le deuxième point, c'est que, pour moi, il ne fait absolument aucun doute que les questions de classe jouent un rôle vraiment considérable dans tout cela. Nous avons déjà parlé du Brésil.

Et bien sûr, vous savez, la classe sociale et la nation sont directement liées. Donc, la victoire de Lula au Brésil est aussi une grande victoire pour les forces de la multipolarité. C'est une grande victoire pour les BRICS, ou pour ceux qui soutiennent les BRICS, et ainsi de suite. Les évolutions de la politique intérieure ont donc des conséquences directes sur la politique étrangère. Maintenant, comment est-ce que je vois l'interaction entre classe sociale et nation dans le cas des États-Unis en particulier ? Depuis le début de cette guerre contre l'Iran, je soutiens que l'administration Trump s'y est engagée pour des raisons exclusivement intérieures. Sur quoi est-ce que je m'appuie pour l' affirmer ? Eh bien, le New York Times publie, et c'est très utile, une synthèse des sondages sur la cote de popularité de Trump, entre autres. Et quand on la regarde, on voit que, quelques mois après son investiture, sa cote commence à baisser, puis qu'elle poursuit une baisse régulière à partir de ce moment-là.

Sa cote de popularité continue de baisser. Pourquoi cette baisse ? La raison est très simple. Trump, comme auparavant, a promis monts et merveilles aux Américains ordinaires qui travaillent. Vous savez : « Je vais vous redonner de bons emplois. Je vais faire baisser l'inflation. Je vais réindustrialiser les États-Unis. » Vous voyez, bla-bla-bla, et cetera. Toutes ces choses, y compris en finir avec le chômage. Tout cela a été promis. Bien sûr, dès son arrivée au pouvoir, il s'est attelé à faire ce que fait chaque président américain, et ce qu'il a lui aussi toujours voulu faire : servir la classe capitaliste des grandes entreprises américaines. Et c'est pour cela qu'il est de plus en plus impopulaire.

Et avec Trump, la situation est bien pire parce que, d'un côté, il a promis énormément de choses aux gens ordinaires. Le contraste entre ses promesses et ses actes est donc énorme. Et la deuxième raison, c'est que le néolibéralisme, qui implique nécessairement ce décalage entre les promesses et

les résultats, est à l'œuvre aux États-Unis depuis près de cinquante ans. Au début, l'économie américaine était encore relativement solide, donc les dégâts causés par le néolibéralisme ne touchaient pas les gens aussi durement. Mais cinquante ans plus tard, les gens souffrent vraiment. Ils ont donc besoin d'une solution très radicale. Ils ont réellement besoin de quelqu'un qui ne se contente pas de faire les mêmes promesses que Trump, mais qui les tienne vraiment.

Et c'est ce qu'ils n'ont pas. Face à tout cela, sachant que sa politique intérieure ne faisait pas remonter sa cote de popularité, et sachant, il y a environ un an, que les élections de mi-mandat étaient dans un an, il s'est mis à chercher une question internationale ou une guerre qui lui permettrait de crier victoire. Il a d'abord massé son armada au large du Venezuela. Pendant plusieurs mois, il a tué beaucoup d'innocents, en bombardant, en gros, d'inoffensifs bateaux de pêche et d'autres embarcations, sous prétexte qu'ils transportaient de la drogue et je ne sais quoi encore. Et puis, cette énorme montagne qu'était son armada a accouché d'une souris : l'enlèvement de Maduro.

Et moi, je considère que, vous savez, Delcy Rodríguez n'est ni son proconsul ni son vice-roi à Caracas. Il a dû traiter avec Delcy plutôt que de mettre quelqu'un comme María Corina Machado à sa place, parce qu'il savait qu'aucune autre force que la révolution bolivarienne ne pouvait réellement contrôler le Venezuela. C'est pour ça que Delcy Rodríguez est toujours au pouvoir. Enfin bref, il a perdu sur toute la ligne. Et d'ailleurs, toute cette aventure vénézuélienne n'a rien fait pour sa cote de popularité. Il s'est donc montré particulièrement réceptif aux supplications de Netanyahou. Netanyahou supplie tous les présidents américains, depuis Dieu sait quand, depuis qu'il a été élu, d'attaquer l'Iran.

Mais Trump a cédé parce qu'il était désespéré, et il est effectivement assez stupide pour croire Netanyahou quand il lui a dit : « Oh, enfin, Donald, tu sais, ce sera l'affaire d'un week-end, pas plus. On y va, on les bombarde. Le peuple iranien va se soulever. Il va renverser son gouvernement. On proclame la victoire. Et tout sera terminé. » Trump est tombé dans le panneau. Pour moi, c'est la véritable raison pour laquelle Trump se retrouve dans un tel pétrin. Et tout ça découle de la crise profonde de la société américaine, dont le symptôme le plus flagrant, c'est déjà l'élection de Donald Trump elle-même. Vous savez, pourquoi un responsable politique a-t-il dû promettre autant ? Parce que tant de choses ont si profondément mal tourné en cinquante ans.

#Pascal

Oui, et bien sûr, je veux dire, toutes les structures que le système a mises en place — cette offensive libérale contre l'État qui, vous savez, au temps de Roosevelt, à l'époque du New Deal, comportait en fait des composantes antilibérales ou anticapitalistes très importantes.

#Radhika Desai

Je veux dire, le capital a dû faire des compromis pour pouvoir maintenir…

#Pascal

Et ces compromis ont été faits, et c'est ce qui a permis aux années cinquante et soixante d'être extrêmement prospères, après des années quarante qui avaient, elles aussi, été plutôt bonnes, même si c'était aussi en partie grâce à l'économie de guerre et aux nécessités de ce type de système. Mais ensuite, tout cela se vide de sa substance, et ce processus s'accompagne aussi de tous ces intérêts particuliers. Et c'est là qu'intervient effectivement le lobby dont parle Mearsheimer, vous voyez, cette possibilité d'avoir un système dans lequel des intérêts particuliers, des intérêts de classe, peuvent dominer un système social, n'est-ce pas ? Et ce que nous voyons aujourd'hui, selon votre analyse, ce sont les symptômes morbides de quelque chose qui a déjà sapé les fondements de son propre pouvoir et qui n'a plus que la rhétorique, sans les bases réelles qui la soutiennent. Est-ce que je formule bien les choses ?

#Radhika Desai

Oui, pardon, je n'ai pas bien saisi votre question. Vous pouvez la répéter ? Et peut-être couper ce passage au montage ?

#Pascal

Est-ce l'image qu'on a aujourd'hui des États-Unis : un pays qui a sapé ses propres sources de puissance à travers un système capitaliste fondé sur l'exploitation ?

#Radhika Desai

Oui, je vois ce que vous voulez dire. Donc, en gros, dans l'immédiat après-guerre, pendant cette période de compromis, d'État-providence keynésien, quel que soit le nom qu'on lui donne, les capitalistes ont en fait dû s'engager, dans une certaine mesure, à reconnaître au moins en partie les intérêts de la classe ouvrière et à y répondre, et ainsi de suite. Et il fallait le faire parce que le capitalisme était tombé très, très bas en termes de prestige, après avoir conduit à deux guerres mondiales. À l'époque, les gens avaient bien conscience qu'il s'agissait de guerres impérialistes. Il avait aussi conduit à la Grande Dépression, qui, d'ailleurs, a frappé les États-Unis le plus durement, pour des raisons dont nous pouvons discuter.

Mais ce sont les États-Unis qui ont le plus souffert de la Grande Dépression. Et de tout cela émerge donc ce compromis de classe. Mais dès que ce système entre en crise, dans les années mille neuf cent soixante-dix, les néolibéraux, qui sont au fond les porte-parole du capital des grandes entreprises, décident de réorienter l'ensemble du système pour revenir sur les compromis que le capital avait faits avec le monde du travail, et de défendre, pour l'essentiel, les seuls intérêts des capitalistes. Et donc, évidemment, cela exige de combiner la force et la tromperie pour contrôler la population, parce qu'on lui accorde très peu de concessions matérielles.

Donc, ils ont de moins en moins intérêt à soutenir le système, jour après jour. Alors, soit vous les trompez, soit vous les forcez à vous soutenir. Et quand on regarde les sommes colossales dépensées pour les élections américaines, et à quel point ces sommes ont augmenté, on voit bien tout ce qui a été investi dans le volet tromperie. Et bien sûr, pour ce qui est de la force, je veux dire, il y a de la répression au sein de la société américaine : la censure, la répression, la persécution des voix dissidentes. Et aujourd'hui, bien sûr, il y a aussi les rafles de l'ICE, la police de l'immigration, et ainsi de suite. Donc, le niveau de répression n'a cessé d'augmenter.

#Pascal

Vous savez, ce que j'ai trouvé intéressant lors de notre conférence, il y a deux semaines, c'est qu'il y avait un point que, je crois, aucun d'entre nous ne contestait. Nous avons eu des analyses de toutes sortes, psychologiques, marxistes, géopolitiques, de différentes sensibilités. Mais le point sur lequel tout le monde était d'accord, c'est qu'au fond, le libéralisme et l'ordre libéral — la manière dont fonctionnait tout le système de l'après-guerre froide, je veux dire, le moment unipolaire — sont en cause. Et c'est là qu'il faut chercher le véritable problème. Au fond, nous en sommes arrivés à un moment où les classes dirigeantes occidentales actuelles, qui restent très favorables à tout cet expansionnisme impérialiste, y compris en Europe, sont toujours celles qui ont été formées au sein de cette sorte de classe transatlantique qui exerce le pouvoir à travers les institutions. Et Ursula von der Leyen le dit ouvertement.

Elle dit que le multilatéralisme doit s'imposer. Le multilatéralisme, c'est le pouvoir des institutions internationales qui se placent au-dessus de l'État. Si vous regardez le FMI, la Banque mondiale, même les banques centrales, et ainsi de suite, ce sont autant de cas où le pouvoir politique a été retiré aux citoyens pour être confié à… si on veut être bienveillant, on les appelle des technocrates. Si on veut être méchant, on les appelle des mondialistes, ou ce qu'on veut. Bref, un groupe de personnes qui profitent énormément et directement du système, sans avoir à rendre de comptes, par des voies démocratiques, aux populations qu'elles gouvernent. Pouvez-vous nous en parler un peu, et nous dire comment vous voyez ce que nous avons dégagé lors de la conférence ? Quels sont ces monstres dont nous avons parlé, ou ces symptômes morbides, comme le disait Gramsci, qui règnent actuellement sur un système en décomposition ?

#Radhika Desai

Eh bien, il y en a beaucoup de différents, mais laissez-moi simplement citer, comme ça, de tête, quelques-uns des plus importants. Alors, évidemment, l'un de ces éléments, l'un de ces symptômes morbides, c'est tout simplement que l'État, qui se dit démocratique et qui, du moins jusqu'à présent, a organisé des élections à intervalles réguliers, gouverne néanmoins dans l'intérêt d'une toute petite élite. On a donc toute la panoplie des politiques néolibérales. On transfère la charge fiscale des riches vers les pauvres, si bien que, au fond, on se retrouve à la tête d'un système de fiscalité

régressive. On déréglemente, de sorte que les grandes entreprises puissantes ont de moins en moins d'obligations sociales à remplir. Il y a de moins en moins de règles auxquelles elles doivent se conformer, et cetera.

Il y a la privatisation, qui consiste, pour l'essentiel, à céder des actifs publics à des capitalistes privés à des prix dérisoires. Et très souvent, il s'agit de monopoles, dont ils peuvent ensuite tirer des revenus de rente. Il y a aussi une financiarisation croissante, si bien que les banques ne sont plus les seules à être autorisées à spéculer. L'abrogation de la loi Glass-Steagall, en mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, a marqué un tournant très important à cet égard. Jusqu'alors, les banques commerciales n'avaient généralement pas le droit de spéculer, d'effectuer des opérations pour leur propre compte, et ainsi de suite, si elles voulaient bénéficier de la protection de la Federal Deposit Insurance Corporation, l'organisme fédéral d'assurance des dépôts. Après cela, elles ont été libres de le faire tout en bénéficiant de cette protection. Et quand les banques commerciales se sont lancées dans la spéculation, vous imaginez les ravages que cela a causés, parce que, bien sûr, elles pouvaient y injecter beaucoup plus d'argent.

Les banques commerciales étaient beaucoup plus grandes que les anciennes banques spécialisées, ces banques dites d'investissement qui, jusque-là, étaient autorisées à spéculer. Donc, en fait, l' abrogation du Glass-Steagall Act a aussi, dans l'ensemble, entraîné la disparition de la plupart de ces banques dites d'investissement. Goldman Sachs est la seule à avoir survécu, parce qu'elle s'est alors, elle aussi, transformée, pour l'essentiel, en banque commerciale. La financiarisation, l'endettement des États, des entreprises et des ménages, la désindustrialisation des États-Unis, la montée des inégalités : tout cela, ce sont des symptômes morbides. Et aujourd'hui, le symptôme morbide qui couronne le tout, c'est cette vaste gabegie autour de l'IA. On laisse, en somme, le secteur de l'IA poursuivre ce Graal, cet objectif impossible qui consiste à créer ce qu'ils appellent l'intelligence artificielle générale, ce que Trump veut désormais appeler la superintelligence artificielle.

On n'y arrivera pas, et je ne crois pas non plus que les entreprises concernées aient une meilleure stratégie que cette simple idée : si l'on construit suffisamment de centres de données, on finira par parvenir à l'intelligence artificielle générale. À terme, la quantité se transformera en qualité, et nous atteindrons le nirvana de l'intelligence artificielle. Et c'est une véritable supercherie. Ça n'arrivera pas. Les acteurs du marché commencent à en prendre de plus en plus conscience. C'est pour ça que les actions des « Sept Magnifiques » n'ont pas progressé ces derniers temps.

En revanche, l'action Nvidia continue de grimper parce que, que ces investissements insensés des entreprises d'IA soient rentables ou non, Nvidia va gagner de l'argent à la pelle, tout simplement parce que ces autres entreprises font ces investissements insensés. Les autres actions, elles, ne montent pas. Les gens commencent à se rendre compte que quelque chose ne va pas. Pourtant, dans ce régime de déréglementation, on les laisse faire tout cela. Elles y injectent des milliers de milliards de dollars, des milliers de milliards de dollars qui pourraient servir à d'autres fins utiles, des ressources qui pourraient être utilisées autrement.

Ils font grimper les prix de l'électricité. Ils se lancent dans des projets extrêmement énergivores pour développer cette IA, alors qu'en réalité, il n'y a absolument aucune garantie de réussite. Tout ce que nous savons indique qu'ils ne vont pas réussir. Et pourtant, on les laisse faire tout ça. Aux frais de qui ? Sur le dos de qui ? C'est le comble de l'indécence. Et cette bulle va éclater. Quand elle éclatera, même si les dirigeants, même si l'administration Trump veulent à tout prix les renflouer, je doute qu' ils aient réellement les moyens de le faire. Ce sera d'une telle ampleur.

#Pascal

Pensez-vous que les manifestations auxquelles on assiste en ce moment en Europe, notamment en France — des manifestations violentes, très violentes — s'inscrivent elles aussi dans cette évolution générale ? Est-ce une première explosion du mécontentement général de gens qui en ont tout simplement assez et qui se mettent à tout casser pour évacuer, d'une manière ou d'une autre, leur frustration ? Oui.

#Radhika Desai

Absolument. Enfin, on voit bien que les jeunes sont à l'avant-garde des manifestations. Et nous avons créé une société dans laquelle nous les mettons en danger de multiples façons. Ils souffrent, au fond, d'un manque de logements. Ils ne peuvent pas quitter le domicile de leurs parents. Cela a même des conséquences démographiques. Des démographes tout à fait sérieux expliquent que la crise du logement est directement responsable de la faible natalité qu'on observe dans la plupart des sociétés occidentales. Donc, il y a déjà ça. Ensuite, ils s'inquiètent de leurs perspectives d'emploi, d' autant que, depuis plusieurs décennies, leurs gouvernements leur répètent que s'ils font des études universitaires, ils auront un meilleur emploi.

Aujourd'hui, cette promesse s'est complètement inversée. Elle ne veut plus rien dire. Ils n'ont pas d' emploi. Mais voici ce qui me paraît encore plus grave. Au fond, nous sommes sur le point de créer au moins quelques cohortes, sinon une génération entière, à qui l'on a dit qu'elles n'avaient pas besoin d'apprendre, parce que les machines apprendraient à leur place. Je pense, vous savez, que lorsque les mécanismes d'apprentissage d'une société se dérèglent, c'est la mort sociale. Une société ne peut pas perdurer si la génération suivante n'apprend pas de la précédente ce qu'elle a besoin d' apprendre. Et nous disons à ces jeunes, de façon irresponsable, qu'ils n'ont plus besoin de se donner la peine d'apprendre.

Ayez recours à l'IA. Et bien sûr, il y a aussi tous les autres dégâts causés par ces plateformes, que nos gouvernements refusent de réglementer. Elles provoquent des problèmes de santé mentale et toutes sortes d'autres problèmes, allant jusqu'à encourager le suicide chez les jeunes, et ainsi de suite. Enfin, nous sommes en train de devenir une société entièrement dominée par les intérêts des grandes entreprises. Et les grandes entreprises ne vous vendent pas ce que vous voulez. Elles vous vendent ce qu'elles ont. Et elles dépensent beaucoup d'argent pour vous convaincre que ce qu'elles ont à vous vendre est bon pour vous.

#Pascal

Je veux dire, il y a encore un point qui mérite, je crois, qu'on en parle, à propos de la France et des violences là-bas. C'est quelque chose que Mel Bonilla a souligné dans un essai qu'elle a publié en ligne ces derniers jours. Elle était d'ailleurs, elle aussi, avec nous à Kyoto. Et elle disait : écoutez, ce qui est effrayant dans ce qui se passe en France, ce n'est pas la violence des manifestants, mais la contre-violence que l'État est capable de déployer contre eux, y compris des sanctions draconiennes, toutes imposées sans régime d'exception.

La France, comme d'autres États européens et, dans une très large mesure, les États-Unis aussi, a réussi à intégrer l'état d'exception à son fonctionnement normal, à coups de changements législatifs au cours des dix ou quinze dernières années. Est-ce que vous voyez les choses de la même manière ? Est-ce qu'on constate aujourd'hui que les États occidentaux, ces États prétendument libéraux, ont déjà été transformés en appareils de surveillance et de projection de puissance par la classe libérale qui les dirige ? Même si le mot « libéral » renvoie toujours uniquement au libéralisme économique, et non aux libertés individuelles, n'est-ce pas ? Pas aux libertés individuelles, donc, mais à la classe libérale qui dirige l'État. Est-ce que vous partagez ce sentiment ?

#Radhika Desai

Oui. Mais laissez-moi d'abord faire une remarque préliminaire. Vous savez, je pense que dans toute société capitaliste — et les sociétés capitalistes sont les seules à être fondées sur cette notion de liberté —, la liberté fondamentale, celle qui est protégée avant toutes les autres, c'est le droit de propriété. Et, en fin de compte, la liberté d'expression et les libertés individuelles qui sont protégées sont conditionnées par ce droit. Au bout du compte, aussi, quelle que soit la liberté dont vous souhaitez jouir — la liberté d'association, la liberté de parole —, tout reste subordonné au droit de propriété, parce que plus vous avez d'argent, plus vous pouvez vous offrir un gros porte-voix.

Et votre droit à la liberté d'expression est alors d'autant plus grand. Elon Musk a un droit à la liberté d'expression bien plus étendu que vous ou moi, même si nous sommes ici sur YouTube, et ainsi de suite. Donc, ce que je veux simplement dire, c'est que, vous savez, le problème du libéralisme, c'est que ce droit de propriété est au cœur de sa logique. Les droits ne sont donc pas les mêmes pour tout le monde, n'est-ce pas ? Certains ont plus de droits que d'autres. D'accord. Alors, je suis tout à fait d'accord. J'irais même plus loin. Cela fait longtemps que je me demande, comme nous tous — je ne fais pas exception —, pourquoi les classes dirigeantes européennes sont à ce point accros à cette fichue guerre en Ukraine.

#Pascal

Oui.

#Radhika Desai

Et pour moi, l'une des principales conclusions auxquelles je suis arrivé, c'est qu'ils sont accros à la guerre, parce que c'est le seul moyen pour eux de maintenir l'orientation néolibérale de leurs gouvernements. Qu'est-ce que je veux dire par là ? Tant que vous êtes en guerre, vous pouvez, tout d'abord, avoir un modèle de croissance — si tant est qu'on puisse l'appeler ainsi, puisqu'il ne produit aucune croissance —, mais vous pouvez avoir un modèle de croissance qui repose essentiellement sur le réarmement. Cela veut dire que vous pouvez avoir un modèle de croissance sans faire la moindre concession aux travailleurs ordinaires, sans augmenter leurs salaires, ni stimuler la demande intérieure. En gros, vous pouvez trouver des clients pour vos produits, qui sont des armes.

Le client, c'est l'État, donc vous n'avez pas besoin de stimuler davantage la demande. Et bien sûr, l' État lèvera des impôts, empruntera, etc., selon les besoins, pour financer tout ça. Vous pouvez donc avoir ce modèle de croissance. Et tant que vous êtes en guerre, vous pouvez continuer à réprimer toute contestation. Et bien sûr, maintenant que ce projet de réarmement est en cours… Cela fait longtemps que je qualifie la guerre en Ukraine de guerre performative. Je ne suis pas convaincu que les Européens la mènent, parce que ce sont les Ukrainiens qui se font détruire en la menant. Je ne suis pas convaincu qu'ils la mèneraient s'ils étaient vraiment au pied du mur. Mais malgré tout, ils veulent se procurer toutes ces armes. Et voilà que ces armes sont maintenant dirigées contre des travailleurs ordinaires qui protestent, tout à fait légitimement, contre leurs perspectives d'avenir misérables et leurs conditions de vie misérables.

#Pascal

Je veux dire, ça me rappelle tellement de choses, c'est tellement européen : on voit ça revenir par cycles, tous les cent ans environ. La classe dirigeante devient tellement décadente, tellement coupée des réalités, qu'elle perd littéralement la capacité de comprendre pourquoi les gens ne l' applaudissent pas quand elle se tient au balcon et leur fait signe. Oui. Belle image. Avec cette photo de l'OTAN, c'est ça ? L'Allemagne qui remet un prix de la paix à l'OTAN, et les gens, en bas du balcon, qui les huent. Et eux, ils étaient un peu perplexes. C'était du genre : « Pourquoi ces paysans n'applaudissent-ils pas ? » Est-ce qu'on est tout simplement à un nouveau tournant de ce genre ?

#Radhika Desai

Oui, vous savez, je voudrais revenir sur ces cent ans dans un instant. Mais permettez-moi d'abord de dire que, d'ailleurs, cette agitation avait commencé bien avant le Covid. En deux mille dix-huit et deux mille dix-neuf, il y a eu toutes ces manifestations des Gilets jaunes, celles des agriculteurs, toute une série de mouvements. Et bien sûr, avant cela, il y avait eu l'élection de Trump, le Brexit, etc. Alors, bien sûr, l'élection de Trump et le Brexit étaient des formes de protestation mal orientées. Mais il s'agissait malgré tout de protestations contre l'ordre établi. En ce sens, je pense donc que cela dure depuis longtemps.

Pour ce qui est de ces cent ans, je voudrais simplement dire que, vous savez, l'une des choses que je répète un peu partout — et nous en avons aussi discuté à Kyoto —, c'est que le système dans lequel nous vivons est moribond depuis cent ans. Je pense qu'il faut vraiment le garder à l'esprit. Il a largement dépassé sa date de péremption. C'était déjà le cas au début du vingtième siècle. Et si nous ne le voyons pas, c'est uniquement parce que nous avons connu cet âge d'or dans les années d' après-guerre. Nous nous disons que, vous savez, cet âge d'or a en quelque sorte montré que le système avait de la valeur. Mais ce que je soutiens, c'est que cet âge d'or n'aurait pas été possible sans les compromis de classe dont nous parlions tout à l'heure. Si nous avons connu cette formidable période de vingt ou trente ans de croissance et d'expansion, c'est uniquement grâce à ces concessions.

Et l'un des éléments clés de ces concessions, c'était la forte expansion de la demande parmi les travailleurs ordinaires, dans les pays occidentaux en particulier. Mais plus généralement, je veux dire, vous savez, il faut se rappeler que cet âge d'or était celui de la croissance mondiale. Les pays socialistes connaissaient donc eux aussi une croissance très soutenue. Quant aux pays en développement, même s'ils ne progressaient pas aussi vite qu'ils l'auraient souhaité, ils s'en sortaient tout de même assez bien par rapport à ce qu'ils ont connu à l'ère néolibérale. Tout cela a donc contribué à créer cet âge d'or de la croissance. Et bien sûr, depuis que nous avons démantelé ce compromis de classe, l'État-providence keynésien, et ainsi de suite, la croissance est extrêmement faible. Les salaires stagnent. Les inégalités se creusent.

Alors que, bien sûr, à cette époque, il y avait des progrès vers l'égalité. Ce que j'essaie de dire, c'est donc que, si l'on tient compte du fait que l'âge d'or était une exception, on voit plus facilement que le capitalisme ne répond vraiment plus aux besoins humains, et qu'il a cessé d'y répondre depuis longtemps. Et donc, si nous assistons aujourd'hui à une nouvelle montée des inégalités, de l' arrogance de la classe dirigeante, et ainsi de suite, c'est parce que, sur les cent dernières années, nous avons connu cette crise de trente ans. Puis nous avons eu trente autres années d'âge d'or. Et ensuite, depuis quarante ou cinquante ans, nous connaissons un déclin ininterrompu.

#Pascal

En même temps, nous avons un contre-modèle. Nous en avons aussi parlé. Et c'est, bien sûr, la Chine, qui, sur la même période, a sorti huit cents millions de personnes de la pauvreté pour les faire entrer dans la classe moyenne. Donc personne ne peut dire que c'est un signe des temps, n'est-ce pas ? Nous avons un groupe témoin de l'autre côté.

#Radhika Desai

Oui, c'est une très bonne remarque. Exactement. Je veux dire, on voit bien que la Chine, vous savez, même avec un secteur privé très important, de grandes entreprises privées, etc., parvient à de tels résultats parce qu'elle conserve le contrôle global du système. Même si, dans ce vaste ensemble qu' elle contrôle, il peut y avoir beaucoup de grandes entreprises privées, et certainement des centaines

et des centaines de milliers, voire des millions de petites entreprises en activité en Chine, ça fonctionne tant qu'un parti-État responsable veille à ce que l'orientation générale de l'économie, le rythme et le modèle de croissance dans leur ensemble profitent le plus possible, vous savez, aux Chinois ordinaires.

Je pense qu'on voit des résultats très, très différents. Exactement. Vous savez, je veux dire, je suis marxiste, je suis socialiste, mais je suis aussi tout à fait disposé à dire que, voilà, chaque pays trouvera sa propre version du socialisme. Tant qu'au bout du compte, le but et la finalité de la croissance, c'est le bien-être des gens ordinaires, c'est tout ce qui importe. Peu importe comment on y parvient. Comme le disait Deng Xiaoping, peu importe que le chat soit rouge ou blanc, du moment qu'il attrape les souris.

Alors, attrapons cette souris qu'est un niveau de vie décent, et peut-être même l'abondance pour l' humanité, mais dans les limites de ce qui est durable. Je pense que c'est possible. C'est tout à fait réalisable, à condition de renoncer à cette obsession de vouloir maintenir à tout prix cette société capitaliste, à condition d'abandonner ce que j'appelle la pensée magique : l'idée que, si on laisse simplement le marché tranquille, si on laisse les capitalistes privés tranquilles, ils vont, comme par magie, nous apporter croissance et prospérité. C'est du grand n'importe quoi. Cela fait maintenant cinquante ans qu'ils n'y parviennent pas. Il est temps de nous réveiller.

#Pascal

Il est temps de se réveiller et de comprendre que, pour vaincre les monstres, il faut aller attraper des souris. Alors, nous allons les attraper, ces souris. Radhika, les personnes qui souhaitent vous suivre devraient avant tout, je pense, se rendre sur votre chaîne YouTube, Radhika Desai, Geopolitical Economist. Où peuvent-elles vous retrouver ailleurs ?

#Radhika Desai

Je suis aussi sur Substack et Patreon, si ça vous intéresse. Et d'ailleurs, je vais lancer mon nouveau site internet très bientôt, dans les deux ou trois prochaines semaines.

#Pascal

Dès que ce sera le cas, écrivez-moi. On en reparlera et on le présentera à tout le monde. Et je serai dans votre émission dans un instant. Alors, Radhika Desai, merci beaucoup de nous avoir consacré du temps aujourd'hui.

#Radhika Desai

Merci beaucoup, Pascal. C'est toujours un grand plaisir d'échanger avec vous. Je pense que le dialogue que nous avons engagé à Kyoto, et même avant cela, se poursuit.

#Pascal

Nous allons poursuivre. Merci, Radhika.